



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

COMPRENDRE ET LUTTER CONTRE LES GROUPES ARMÉS AU SAHEL

par François Vandendriessche

.....

François Vandendriessche est un ancien membre du monde humanitaire. Il a travaillé principalement au Sahel et dans la région

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Rouen en Gestion et Finance Internationales. Ancien administrateur financier d'une Organisation Non Gouvernementale française sur divers postes, au Tchad, au Soudan du Sud et en République Démocratique du Congo.

Expertise : Géopolitique du Sahel, Enjeux sociaux et sécuritaires du Tchad, Histoire et enjeux politique de la République Démocratique du Congo.

RÉSUMÉ

Cette note d'opinion tente d'approfondir et de dépasser la notion de terrorisme employée pour qualifier les organisations armées qui sévissent au Sahel. Elle cherche à séparer les organisations armées religieuses des organisations aux motifs politiques. Elle vise à mettre en exergue, au sein même de ces groupes, les contradictions et les paradoxes entre idéologie et business crapuleux qui les animent au quotidien. L'auteur de cette note cherche à clarifier le mode opératoire de ces organisations ainsi que leur source de financement et d'approvisionnement en armes. Il revient sur le rôle déclinant d'Al-Qaïda comme mentor des organisations armées au Sahel et sur la montée en puissance de l'organisation «État Islamique». Enfin, il tente d'expliquer quelles solutions sont déjà mises en place pour contrer ces organisations armées et les mesures qui devraient être prises pour poursuivre cet effort. Il revient sur l'intervention ambiguë de la France au Mali depuis janvier 2013 mais également sur le rôle de la Force Mixte censée combattre Boko Haram au Nigéria et au-delà de ses frontières. Enfin, il pointe du doigt les enjeux économiques et politiques latents qui empêchent les pays et les organisations régionales africains d'adopter une vision à long terme des enjeux sécuritaires au Sahel

CONTEXTE

Cette note d'opinion s'insère dans un contexte géopolitique tendu, marqué par la multiplication et le rapprochement dans le temps des attentats terroristes revendiqués par des islamistes à travers le monde. Les organisations régionales, les gouvernements nationaux et les Nations Unies tentent de prendre le problème à bras-le-corps mais connaissent de grandes difficultés à combattre des groupes aux contours peu définis et géographiquement dispersés. La chute du colonel Khadafi en Lybie a rendu plus poreuses les frontières sahéennes déjà fragiles facilitant les mouvements d'armes et de personnes sur toute la bande sahéenne. Le Sahel abrite de très nombreux groupes armés, qui agissent depuis des décennies dans la région, mais qui n'hésitent plus, aujourd'hui, à dépasser les frontières nationales pour répandre la terreur et médiatiser leur existence.

IDÉES MAJEURES

– Les organisations armées qui se revendiquent de l'islam, cachent souvent leur motivation réelle, à savoir leur enrichissement, derrière des justifications idéologique et religieuse bancales.

– La prise de pouvoir fulgurante de l'organisation «État Islamique» et l'agonie progressive d'Al-Qaïda

troublent les organisations armées sahéennes qui hésitent à prêter allégeance à l'une des deux organisations internationales.

– Plutôt qu'un simple moyen d'action symbolique et qu'une façon de financer des actions fortes, les prises d'otage et la contrebande sont devenues un véritable business

– L'intervention conjointe des forces françaises, américaines et africaines commencent à porter leur fruit face à Boko Haram, mais restent peu efficaces contre les autres groupes armés moins localisés.

– La question de la sécurité au Sahel doit clairement être traitée rapidement, notamment par une intervention militaire, mais elle mérite également de prendre en compte les raisons profondes de la violence dans la région et d'adopter les remèdes qui en traitent les causes et non les symptômes.

PROBLÉMATIQUE

Est-il adapté de parler de terrorisme pour qualifier les organisations armées qui combattent au Sahel?

Quelles solutions doivent être apportées pour combattre ces organisations efficacement?

MOTS-CLEFS

Boko Haram, Al-Qaïda, Al-Mourabitoune, Financement et mode opératoire du terrorisme, Sahel

Le déclenchement de la guerre au Mali au début de l'année 2012, ainsi que la multiplicité des acteurs qui y participèrent, ont montré la difficulté du pays à maîtriser parfaitement son territoire et les groupes qui y circulent. Plus récemment, et encore aujourd'hui, les exactions commises par l'organisation armée «État Islamique en Afrique de l'Ouest», plus connue sous son ancien nom «Boko Haram»NOTE A au Nigéria, au Niger, au Cameroun et même au Tchad (pourtant réputé pour l'intransigeance de son président, Idriss Deby, et pour la puissance de son armée), ont prouvé qu'aucun État du Sahel n'était parfaitement à l'abri. Les groupes armés qui sévissent actuellement au Sahel sont nombreux et leurs motivations diverses, et ces groupes se différencient tant par leur type d'interventions que leurs cibles. D'un côté, des organisations armées qui se réclament de l'islam prétendent se battre pour pouvoir imposer leur vision du Djihad (la guerre sainte). Face à elles, s'oppose régulièrement un autre groupe armé, le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad), qui cherche à mettre la main sur une partie du Mali dont il juge la souveraineté actuelle illégitime. Nous verrons qu'au-delà de l'interprétation extrémiste du Coran faite par

les groupes armés religieux, se cachent des méthodes et des objectifs qui n'ont rien à voir avec la religion. Nous observerons également les paradoxes auxquels est confronté le MNLA qui le décrédibilisent fortement. Pour la grande majorité, ces organisations ont largement profité de la chute du régime du libyen Mouammar Kadhafi pour se renforcer, soit en effectif, soit en équipement. Elles gardent également, pour certaines, un lien étroit avec Al-Qaïda, que ce soit avec sa branche du Moyen-Orient ou celle d'Al-Shabbaab en Somalie. Mais la montée en puissance du groupe État Islamique (EI) dans le monde amène certains groupes du Sahel à vouloir changer de camp.

L'ensemble de ces groupes a déjà été qualifié par un État ou une organisation régionale de «terroristes». Or la définition claire du terrorisme fait actuellement débat. Si la plupart des acteurs internationaux, des analystes et des États s'accordent sur la définition suivante: l'utilisation de la terreur indistinctement sur des populations civiles ou militaires ou sur des lieux symboliques à des fins politiques¹, en revanche, l'emploi de cette définition contribue à brouiller les limites entre insurrection, guerre civile et terrorisme tout en excluant certains actes qui contribuent à développer un climat de terreur. Enfin, le terme «terroriste» est parfois utilisé simplement pour discréditer un adversaire aux yeux de la Communauté internationale².

Il sera donc primordial d'expliquer pourquoi certaines de ces organisations sont considérées à juste titre comme terroristes par la communauté internationale, mais également de dépasser cette simple définition pour mieux appréhender les enjeux sécuritaires au Sahel. La question du financement et des objectifs de chacune de ces organisations permettra de comprendre leur motivation et d'analyser par la suite les moyens qui sont, ou pourraient être, mis en œuvre pour les contrer et les combattre et les efforts qu'il reste à fournir aux États africains et à la communauté internationale.

LES OBJECTIFS CONTRADICTOIRES DES GROUPES ARMÉS

AQMI coincé entre idéologie et exactions crapuleuses

Au début des années 1970, l'extension de l'influence russe en Afghanistan était une source d'inquiétude importante pour les Américains. Décidés à contrer l'URSS dans une période où tout conflit direct aurait pu mener à une guerre frontale, les États-Unis firent le choix de soutenir, discrètement, la population afghane quand elle commença à se plaindre de l'occupation russe dans le pays. Alliés aux Saoudiens, les Américains financèrent les groupes armés afghans entrés en résistance. Ces combattants nationaux

furent rapidement rejoints par des étrangers, motivés par l'idée de défendre leurs frères musulmans et de prendre Kaboul par les armes. Ces combattants prirent le nom de Moudjahidines et parmi eux, se trouvait Oussama Ben Laden, personnellement mandaté par les services secrets saoudiens pour recruter plus de combattants. Son rôle dans le conflit lui permit d'acquérir une grande notoriété³.

Dans les années 1980, affaiblis sur divers fronts, les Russes quittèrent l'Afghanistan entraînant aussitôt l'arrêt des financements des combattants locaux et étrangers par les Américains. Les combattants étrangers rentrèrent chez eux, avec un sentiment d'appartenance renforcé par leur cause et leur idéologie communes. Au contact d'un fondamentalisme grandissant, Oussama Ben Laden prit progressivement de la distance avec l'Arabie Saoudite qu'il accusait d'avoir trahi son peuple en ouvrant son territoire aux Américains. Il se trouvait au Soudan lorsqu'il fut déchu de sa nationalité, et il était à la tête du Maktab Al Khadamat, l'un des réseaux qui combattit en Afghanistan et qui devint plus tard Al-Qaïda. Il passa ensuite quelques années à financer les différents réseaux islamistes à travers le monde et à partir de 1998, appela officiellement à une guerre contre les Américains, qu'il considérait comme le premier ennemi de l'islam dans le Monde. Il précisa les motifs de sa haine au lendemain des attaques du 11 septembre 2011. Dans une lettre adressée aux Américains, Oussama Ben Laden accusait les États-Unis d'avoir contribué à la création d'Israël, ce qu'il considère comme l'un des plus grands crimes de l'Histoire, d'avoir soutenu divers groupes qui oppressent les musulmans à travers le monde et d'avoir envahi l'Irak, pays de religion musulmane. Il considérait d'autre part l'Arabie Saoudite comme un vassal des Américains, qui aurait renoncé à son identité religieuse et serait soumise à Israël. Pour légitimer ses actions violentes, Oussama Ben Laden s'appuyait sur les commandements de la religion musulmane (sans en donner plus de précision) pour justifier un droit à la résistance et à la vengeance. Il considérait également que ses attaques contre des populations civiles étaient justifiées dans la mesure où les civils en question étaient responsables de l'élection de leur gouvernement, et donc tout aussi coupable que leurs dirigeants.⁴

Parmi les combattants ayant quitté l'Afghanistan dans les années 1970, se trouvent, entre autres, un certain nombre d'Algériens qui rentrèrent au pays, marqués par l'idéologie d'Oussama Ben Laden et qui cherchèrent à l'importer sur leur territoire. Une partie de ces combattants formèrent le Groupe d'Intervention Armée (GIA), dont le but est l'instauration d'un État

islamique en Algérie. Les actions du groupe incluent des enlèvements et des assassinats. En 1998, le djihadiste Hassan Hattab, en conflit avec le GIA, fit acte de séparation et créa le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). L'organisation avait toujours pour but de renverser le gouvernement algérien, mais les opérations qu'elle menait visaient également à accroître son financement. Et c'est en 2006 qu'elle prêta allégeance à Oussama Ben Laden⁵, et qu'elle reçut la mission de servir d'exemple sur le territoire algérien et de réunir les différentes organisations islamistes en Afrique du Nord. Elle devint alors Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et commit des assassinats, des enlèvements et des exactions en Algérie, mais aussi en Mauritanie et au Niger. (Entre autres, la prise d'otages d'Arlit en 2010). Le mode opératoire de l'organisation consiste à attaquer des lieux hautement symboliques ou à mener des exactions dans des États faibles pour étendre sa zone d'influence et augmenter ses financements. Ce double objectif a pour conséquence la dispersion du groupe, entre des idéologues d'une part et des individus crapuleux d'autre part qui profitent parfois de la proximité de trafics divers, comme l'explique Jérôme Spinoza, de l'Annuaire Français des Relations Internationales⁶ :

« En Mauritanie, comme au Mali et au Niger, AQMI utilise fréquemment des relais crapuleux pour kidnapper ses proies. En revanche, les liens avec les narcotrafiants qui ont fait du Sahara un des corridors du trafic international, ne semblent pas, à ce stade, systématiques »

Al-Mourabitoune : le satellite d'AQMI au Sahel

Le manque de clarté des objectifs d'AQMI a pour conséquence la dispersion de certains de ses membres. Parmi eux, deux ont eu une importance majeure dans l'instabilité croissante du Sahel. Il s'agit de Mokhtar Belmokhtar et de Hamada Ould Mohamed El Khaïry.

Mokhtar Belmokhtar fut l'un des grands artisans de la création d'AQMI. Cet Algérien, formé militairement en Afghanistan, fonda un groupe de combattants (appelé Katiba) dans les années 1990 qui fut rapidement affilié au GIA. Il prit part à de nombreuses exactions en Algérie et fut également l'un des premiers à exporter les actions violentes hors des frontières algériennes et particulièrement en Mauritanie dans les années 2000. Fortuné et gagnant de plus en plus de prestige, Il prit ses distances avec AQMI suite à des dissensions internes⁷ à la fin de la décennie et fut démis de ses fonctions à la fin de l'année 2012. Il fonda alors les Signataires par le Sang et profita du coup d'État de mars 2012 au Mali pour y installer sa base (à Gao précisément). Son objectif affiché était de

profiter du désordre dans le pays pour instaurer et renforcer la charia dans le nord du pays.

Hamada Ould Mohamed El Khaïry est quant à lui, un fondamentaliste mauritanien formé dans une école coranique classique. Il montra des signes de radicalisation très tôt⁸ et rejoignit AQMI dans le nord du Mali en 2007. Il s'y spécialisa dans la fabrication d'explosifs et eut l'occasion de rencontrer Mokhtar Belmokhtar qu'il ravitailla à plusieurs reprises. Arrêté au Mali dans un atelier de fabrication, il fut libéré en 2010 dans le cadre de la libération d'un otage français détenu par AQMI (Pierre Camatte). Suite à des dissensions avec le haut-commandement d'AQMI, il décida à la fin de l'année 2011 de créer le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Sa défection illustre parfaitement le paradoxe qui agite AQMI. Si, officiellement, son départ d'AQMI est lié à l'application insuffisante des piliers religieux par ses dirigeants, Hamada Ould Mohamed El Khaïry est également frustré du peu de responsabilités données aux non-Algériens et de la répartition inéquitable des ressources d'AQMI⁹. A l'instar des Signataires par le Sang qui souhaitent instaurer la charia dans le nord du Mali, l'objectif du MUJAO est le développement de la charia plus globalement en Afrique de l'Ouest. Le fait d'arme le plus marquant du MUJAO reste l'attentat suicide contre une gendarmerie dans le sud de l'Algérie qui fit une vingtaine de morts¹⁰. Les Signataires par le Sang sont, quant à eux, responsables, entre autres de la prise d'otages de Tiguentourine, au sud de l'Algérie, en janvier 2013, et qui fit près de 40 victimes parmi les otages. Cette prise d'otages faisait suite à l'intervention française au Mali au début de l'année 2013. Et c'est cette intervention française qui précipita la fusion des deux organisations en août 2013. Naquit alors Al-Mourabitoune, organisation visant à instaurer un califat islamique ainsi que la charia dans le monde et dont l'objectif initial était de chasser les Français du Mali¹¹. Discrète depuis l'intervention française, Al-Mourabitoune refit parler d'elle en novembre 2015, lors de la prise d'otages de l'hôtel Radisson à Bamako qu'elle revendique. Elle a également revendiqué l'attentat qui fit une trentaine de morts à Ouagadougou en janvier 2016.

Pour Al-Mourabitoune, la montée en puissance du groupe État Islamique (EI) en Syrie pourrait faire bouger les lignes de ses modalités d'intervention. L'EI a acquis récemment une notoriété internationale de premier ordre et les actions de l'entité terroriste pourraient faire des émules au sein d'Al-Mourabitoune, d'autant plus qu'Al-Qaïda perd parallèlement en puissance. La ligne idéologique de l'EI est certes très différente de celle d'Al-Qaïda¹², cette dernière

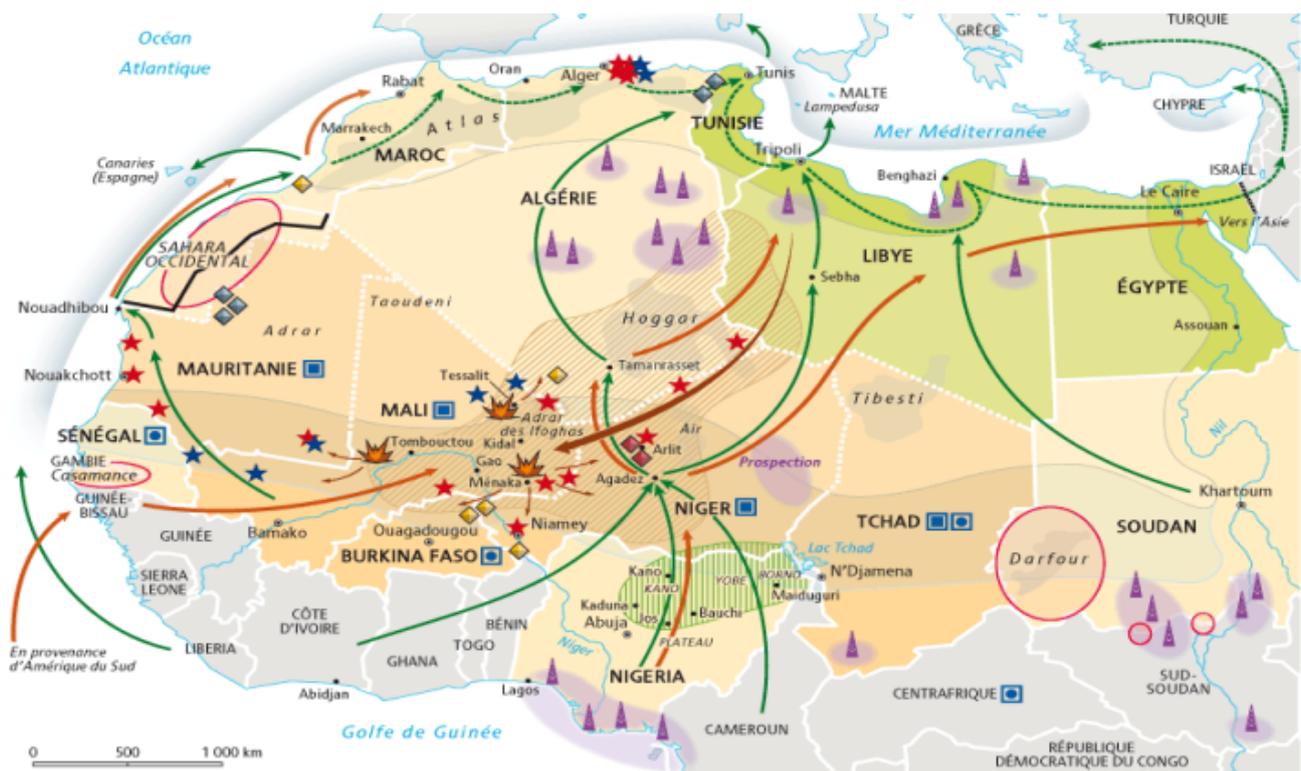
cherchant avant tout à déstabiliser des territoires par des actions ciblées et hautement symboliques quand l'EI a plutôt vocation à contrôler ces territoires, mais les montants colossaux dont l'EI dispose (plus d'un milliard et demi d'euros¹³) pourrait rapidement attiser les convoitises. Cette cassure entre les deux grandes organisations terroristes internationales a créé, en mai 2015, une fracture au sein même d'Al-Mourabitoune, entre, d'un côté les plus fidèles à Al-Qaïda et de l'autre, ceux prêts à suivre l'idéologie de l'EI pour des raisons religieuses ou financières. A la suite de dissensions internes, l'un des anciens membres du Mujao, Adnane Abou Walid Al Sahraoui et membre actif d'Al-Mourabitoune, annonça l'allégeance de l'organisation à l'EI. Mokhtar Belmokhtar réfuta aussitôt cette annonce, démit Adnane Abou Walid Al Sahraoui de ses fonctions et réitéra sa fidélité à Al-Qaïda. L'EI, qui soupçonne Mokhtar Belmokhtar de l'avoir combattu en Libye, a depuis lancé un avis de recherche contre Mokhtar Belmokhtar.¹⁴

Ansar Dine et le Mouvement National de Libération de l'Azawad : le combat pour la souveraineté dans le nord du Mali

Au début de l'année 2012, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (région du Mali composée de Gao, Tombouctou et Kidal) (MNLA) lança une offensive dans le nord du pays avec pour objectif de prendre le contrôle de l'Azawad. Cette organisation est composée majoritairement de Touaregs qui, pour certains, ont fui le régime malien dans les années 1990 pour rejoindre l'armée de Mouammar Kadhafi

et décidèrent de rentrer au pays après sa chute. Ils revinrent mieux organisés, armés et avec pour objectif de rendre la région de l'Azawad indépendante. Le lancement d'offensives répétées déstabilisa d'emblée le régime malien et ouvrit la porte à l'intervention du groupe armé Ansar Dine. Cette organisation, composée d'anciens membres d'AQMI retournés au pays, a pour objectif l'application de la charia et l'instauration d'un califat islamique au Mali uniquement (ce qui la différencie d'Al-Mourabitoune). Son intervention au sein de la guerre du Mali et son objectif primaire attirèrent rapidement l'attention d'AQMI qui devint l'un de ses alliés de poids.

Le rôle de ces deux organisations dans la déstabilisation du Sahel est non négligeable. Si le MNLA finit par adoucir son discours après la guerre pour demander, non plus l'indépendance mais seulement l'autonomie de l'Azawad, ses méthodes restent brutales. Le recours aux enfants soldats¹⁵ et les violences sexuelles commises par l'organisation sont connus. Le MNLA manque également de moyens, ce qui explique la tentative avortée de fusionner avec Ansar Dine en mai 2012. Cette tentative est assez symbolique des difficultés financières de l'organisation, censée être laïque, mais potentiellement prête à s'associer à des islamistes pour garder le contrôle d'un territoire. Enfin, si elle s'est depuis détachée des organisations islamistes, chacune de ses interventions armées au Mali risque de fragiliser la région et d'ouvrir la porte à l'entrée d'islamistes, mieux organisés et mieux armés dans le conflit. La carte ci-dessous¹⁶ détaille avec précision les zones d'intervention du MNLA :



BOKO HARAM : L'AFFAIBLISSEMENT RÉCENT D'UNE SECTE AUX ACTES BARBARES

Plus problématique encore est le cas de Boko Haram. L'organisation fait beaucoup parler d'elle pour ses nombreuses exactions sur les populations civiles et militaires nigérianes. Créée en 2002 par Mohamed Yusuf, Boko Haram clama alors sa volonté d'installer un califat et la charia dans le nord du Nigéria. La majorité des exactions qu'elle commit se limitait au nord du Nigéria, majoritairement sur les populations chrétiennes de la région, et avec l'appui de certains chefs politiques du nord du pays. En 2009, avec le remplacement de Mohamed Yusuf par son successeur Abubakar Shekau, elle changea drastiquement son mode opératoire. Son action ne se limita plus seulement au nord du Nigéria, mais à une partie élargie du territoire allant jusqu'au Cameroun. Et les symboles qu'elle visa n'étaient plus seulement religieux mais considérés comme occidentaux et impurs (même si les intérêts occidentaux n'ont été jusqu'à présent que très rarement visés). La réelle motivation de Boko Haram commença à apparaître moins claire et la stratégie de diversification de son action au-delà des simples frontières nigérianes, jusqu'au Tchad, Niger et Cameroun, confirme l'effritement de son idéologie. Elle l'a d'ailleurs prouvé à de nombreuses reprises, que ce soit lorsque Abubakar Shekau s'est autoproclamé calife de Gwoza en 2014 alors même qu'il avait prêté allégeance à Abou Bakr Al-Baghdadi auparavant, ou lorsqu'elle déclara à la fois ses liens avec Al-Qaïda et avec le groupe État Islamique, ce que confirme Nkalwo Ngoula Joseph Lea¹⁷ :

« Il avait précédemment professé sa sympathie à la fois pour le leader d'Al-Qaïda et le chef de Daech. Preuve que le groupe n'a véritablement pas de positionnement idéologique et a toujours agit de manière opportuniste, nouant des alliances çà et là en fonction de la conjoncture sécuritaire »

L'intensification des opérations suicides et des attentats jusqu'au Tchad répond aujourd'hui moins à une stratégie de conquête de territoire qu'à une volonté de ralentir les avancées de la force panafricaine qui la combat au quotidien et à une réaction violente et brutale liée à son affaiblissement et sa volonté de se montrer dangereuse malgré tout.

COMPRENDRE L'APPROVISIONNEMENT ET LE FINANCEMENT DES GROUPES ARMÉS.

La chute du colonel Kadhafi et la porosité des frontières facilitent le trafic d'armes en tout genre.

La chute de Mouammar Kadhafi eut un effet incontestable sur l'accélération et l'accroissement de la circulation des armes au Sahel. Les Touaregs qui avaient quitté le Mali dans les années 1990 pour fuir les per-

sécutions revinrent au pays, nombreux et armés et alimentèrent, pour certains, les rangs des combattants du MNLA, et pour d'autres le stock d'armes disponibles au Sahel. La faiblesse du contrôle des frontières libyennes combinée à la porosité des frontières algériennes facilita le mouvement des armes de la Libye vers le Mali, via l'Algérie, le Niger et le Tchad.

Toutefois, la chute du régime de Kadhafi n'explique pas entièrement le fort approvisionnement en armes des combattants dans la région. Les nombreux conflits qui ont émaillé l'Afrique pendant les années 1990 eurent des conséquences sur les stocks d'armes du continent. Ces armes venaient jusqu'à présent du Tchad, du Libéria et de la Sierra Leone. La Somalie et son gouvernement impuissant face à l'organisation Al-Shabbaab alimentent également ces réserves en quantité impressionnante, les experts estimant que près de 20 millions de fusils se trouveraient en Somalie à l'heure actuelle¹⁸. A la frontière entre l'Algérie et le Mali, de nombreuses grottes sont aménagées pour entreposer des armes à feu et il est possible de trouver des armes aussi bien dans le nord du Mali que du côté sud de la frontière algérienne.

Si, avec l'appui de certains commerçants et officiels corrompus, la Mauritanie contribue également à l'apport en armes au Sahel (le stock d'armes qui se trouverait actuellement au Sahel est estimé à 80 000), la désorganisation et la faiblesse de l'armée malienne permirent aux membres des organisations de s'armer directement dans les réserves militaires et ce depuis bien des années. Ventre mou de trafics en tout genre, le Mali permit à de nombreux groupes de prospérer sur son territoire¹⁹. L'approvisionnement en armes de Boko Haram commence en revanche à se tarir. Avec la complaisance de certains officiels camerounais, nigériens, nigérians et tchadiens, Boko Haram stocka pendant longtemps des armes autour des fleuves Logone et Chari²⁰. Lorsque la communauté africaine, via l'Union Africaine (UA), prit la pleine conscience du niveau de dangerosité de Boko Haram et adopta les mesures en conséquence et depuis la défaite de Goodluck Jonathan aux élections présidentielles nigérianes accusé d'être resté jusqu'alors inactif, la secte islamiste accusa le coup. Elle connaît, depuis, de grandes difficultés à s'approvisionner et la pression mise par la force armée de l'UA (composée de soldats du Nigeria, du Bénin, du Tchad, du Niger et du Cameroun) sur ses troupes pourraient assécher définitivement son accès à l'armement.

Les différentes approches du financement des groupes armés au Sahel

A leur naissance, les besoins de financement des groupes armés qui sévissent dans le Sahel, étaient relativement faibles. Au fur et à mesure de leur croissance

mais aussi à mesure que ces organisations se sont détournées d'un but idéologique pour une visée plus lucrative, ces moyens de financement sont devenus colossaux.

Les identifier est complexe tant il est difficile de connaître clairement leurs membres et de délimiter leur zone d'intervention. Toutefois, plusieurs types de financement peuvent être distingués et des ordres de grandeur permettent d'estimer quel canal de financement représente leur approvisionnement principal :

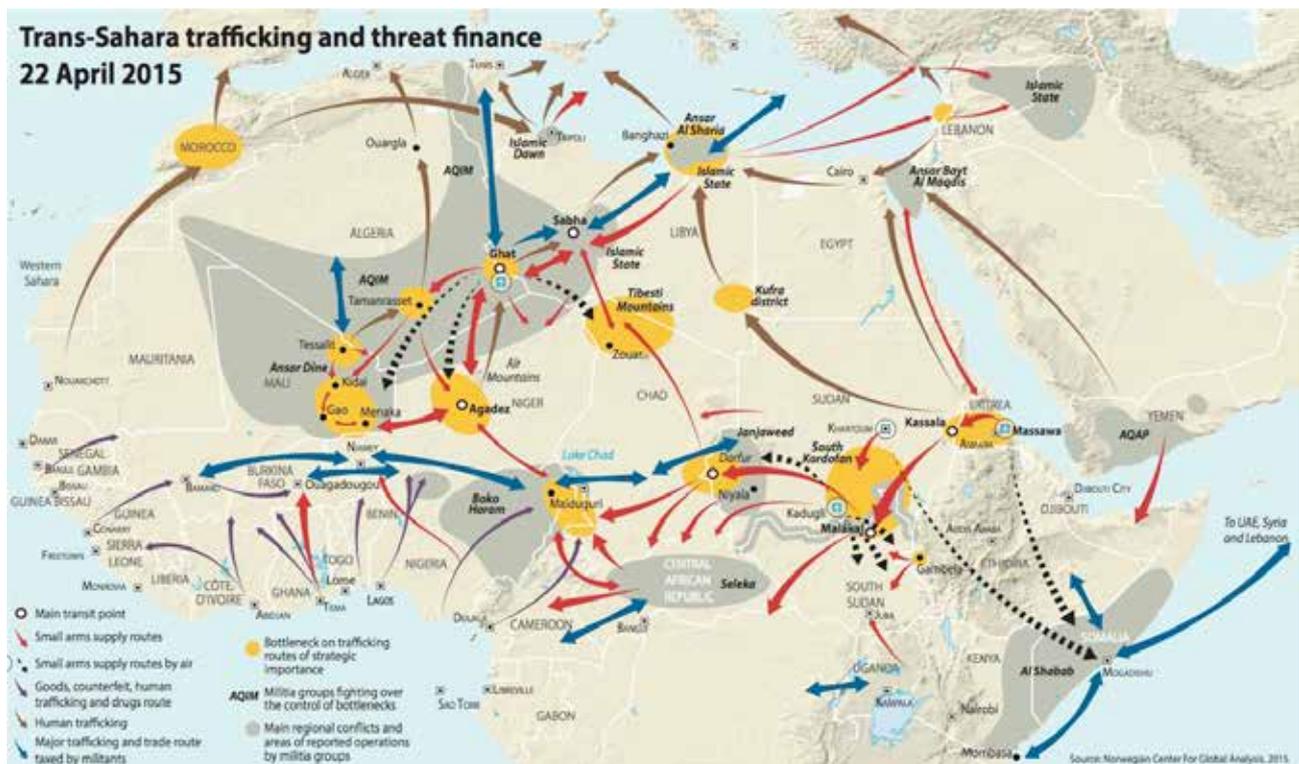
Aujourd'hui, malgré les difficultés à évaluer précisément tous les montants que ces organisations reçoivent, il semble clair que les rançons issues des prises d'otage sont la source de financement la plus solide. Le mode opératoire employé par les islamistes est souvent le même. Le kidnapping est effectué directement par l'une de ces organisations ou sous-traité à un groupe de bandits. L'organisation maintient le silence radio suffisamment longtemps pour pouvoir créer une panique. Puis elle diffuse des images des otages et exige une rançon sous menace d'exécution. Si la plupart des gouvernements disent refuser de payer ces rançons, les experts estiment qu' AQMI et les organisations islamistes du Sahel auraient obtenu plus de 90 millions de dollars²¹ de rançon. Il est à noter que les islamistes au Sahel récupérerait ainsi plus de 70 % des montants reçus par les différentes entités d'Al-Qaïda ainsi que Al-Shabbaab.

A ces premiers montants, viennent s'ajouter ceux de la contrebande. Dans ce domaine, il est également difficile de fournir un chiffre précis. Toutefois, les experts estiment que le commerce illégal de cigarettes

en Afrique, dont Mokhtar Belmokhtar est l'un des principaux artisans, génèrent des revenus estimés à plus d'un milliard de dollars annuel²². Une partie de cette contrebande financerait le terrorisme international au Sahel. Elle a pour avantage d'être très profitable et globalement peu risquée. La carte ci-dessous matérialise les différents trafics au Sahel²³.

Ces organisations se financent également via l'apport en fonds de certaines ONG créées de toute pièce ou via la générosité des populations locales imposée par la zakat (ce mode de financement qui est le troisième pilier de l'Islam et qui consiste dans le don d'une partie de ses richesses aux plus pauvres ne concerne pas le MNLA, laïc). Les islamistes utilisent les personnes vulnérables pour récolter les fonds de la mendicité. Ils font également pression sur les populations locales pour qu'elles donnent une partie de leur argent, voire sur les personnes les plus riches contre une protection factice. Ils bénéficient aussi des revenus du commerce légal. Boko Haram est notamment accusé d'avoir corrompu, manipulé ou fait pression sur un certain nombre de politiciens du nord du Nigéria.

Enfin, se pose la question du soutien de l'Arabie Saoudite et du Qatar à ces différentes organisations armées. Ces deux pays pratiquent l'islam wahhabite considéré comme rigoriste. Ils sont fréquemment accusés de jouer un double jeu face aux enjeux du terrorisme. Partenaire commercial et diplomatique indispensable des États-Unis et de l'Europe, l'Arabie Saoudite est régulièrement pointée du doigt pour afficher une volonté de combattre le terrorisme partout dans le monde tout en finançant des organisa-



tions islamistes en secret. Le rôle qu'elle a joué dans les années 1980 en Afghanistan en atteste. Toutefois, il est difficile de matérialiser précisément le soutien qu'apportent ces deux États aux organisations armées au Sahel. Dernièrement, le Qatar a été accusé de financer le MNLA au Mali alors même que l'organisation est laïque.

D'ailleurs, les sources de revenus des autres mouvements islamistes et du MNLA restent difficiles à identifier très clairement et les experts ignorent de quels fonds dispose précisément chacune de ces organisations. Si les coalitions armées et la communauté internationale cherchent à en savoir plus sur ces financements pour trouver un moyen de les couper, ce serait négliger le fait que l'argent n'est pas toujours le nerf de la guerre pour chacune des organisations citées. Il est vrai que conserver une base de fidèles à une organisation, assurer ses frais de fonctionnement de base mais aussi mettre en œuvre des exactions de grande envergure peut-être très coûteux. Toutefois, des distinctions s'imposent. D'abord, comme il a été précisé plus haut, les djihadistes (particulièrement ceux d'AQMI) sont parfois tiraillés entre leur visée idéologique et leur affairisme. Il n'est pas systématiquement possible de savoir si l'obtention des fonds consiste pour eux en un moyen de financer plus d'actions et d'étendre leur zone d'influence, ou une fin en soi qui a pour but l'enrichissement personnel de certains de ses membres. Le MNLA, quant à lui, se trouve dans la situation inverse. L'organisation ne commet pas d'actes de très grande ampleur qui exigeraient des montants colossaux. Mais sa volonté de rendre l'Azawad autonome et la fermeté du gouvernement malien qui la considère comme terroriste pousse à imaginer que le conflit risque de s'éterniser et que le MNLA aura besoin de fonds à long terme pour se pérenniser et consolider sa base²⁴. Il reste le cas épineux de Boko Haram, Avant que les gouvernements ne décident d'agir contre elle, la secte islamiste a pris beaucoup de pouvoir et d'ampleur aussi bien au nord du Nigéria qu'hors de ses bases. Les tentatives des armées camerounaises et nigérianes sont restées longtemps infructueuses face à la puissance de feu et à l'effectif du groupe armé et la région ne commence à voir l'affaiblissement de l'organisation que depuis la fin de l'année 2014. Mais il ne faut pas oublier que même à l'époque où Boko Haram disposait de moyens plus importants, ses actions consistaient en interventions localisées, peu onéreuses mais extrêmement létales. Les revers qu'elle subit depuis l'intervention d'une coalition armée ne doivent pas faire oublier aux États africains que même blessé, Boko Haram reste extrêmement dangereuse.

SE DONNER LES MOYENS DE LUTTER CONTRE LES GROUPES ARMÉS

Comprendre les motivations et les dynamiques réelles de chaque organisation

En résumé, les motivations des organisations armées au Sahel sont extrêmement diversifiées et plus complexes qu'elles n'y paraissent.

Si AQMI et Al-Mourabitoune prétendent vouloir imposer la charia à travers l'Afrique, se cache derrière cette idéologie bancale, des conflits internes et surtout un véritable business de la prise d'otages. AQMI réalise de nombreux kidnappings, non pas comme symboles forts d'une protestation violente, ni même pour financer d'autres actions symboliques mais, par opportunité, pour les profits que l'organisation peut en tirer. Ansar Dine réalise certes des actions plus localisées dans le nord du Mali, mais son mode opératoire et ses motivations réelles sont les mêmes.

Les attentats-suicide de Boko Haram s'apparentent plus à des gestes fous de désespérés. L'action de l'UA porte lentement ses fruits et la multiplication des attentats récents traduit plutôt l'affaiblissement de l'organisation.

Les actions du MNLA ont, quant à elles, depuis bien longtemps dépassé le cadre d'une simple revendication d'autonomie et tendent à être violentes et en violation directe des droits de l'Homme.

Il est donc nécessaire de dépasser la simple appellation terroriste pour mieux cerner ces organisations. L'utilisation de la terreur dont elles font preuve est indéniable, mais elle n'a de visée politique que partiellement. Chez les islamistes (hormis chez les membres de Boko Haram), cette terreur est plutôt une conséquence d'une entreprise en croissance qu'un but en soi. Boko Haram n'a jamais utilisé la terreur comme un chantage. C'est le mode opératoire qu'elle a toujours pratiqué et elle ne cherche pas à obtenir quoi que ce soit de précis contre cette terreur. Le cas du MNLA est plus complexe. Si les revendications d'autonomie ont été décrédibilisées par les potentielles alliances douteuses du MNLA avec ses ennemis, le mouvement se veut plus politisé et plus structuré. Ses exactions sur des femmes et des enfants imposent une terreur indéniable dans le nord du Mali mais cette terreur n'est pas tant un moyen d'action qu'une conséquence des choix du MNLA. La qualification du MNLA comme «terroriste» par le gouvernement malien est une manière de l'affaiblir et aussi de le ranger dans la même catégorie que les mouvements religieux armés de la région.

Mettre en œuvre des moyens précis de les combattre.

D'un point de vue militaire, les groupes armés qui sévissent dans la région du Sahel sont actifs depuis plusieurs décennies maintenant et il est dommageable que les gouvernements africains, autant que la communauté internationale, aient tant attendu pour prendre des mesures fortes pour lutter contre la violence qu'ils engendrent. Le répit dont ces groupes ont bénéficié leur a permis de s'enrichir, de monter des réseaux très bien organisés, de consolider leur base et de renforcer les liens qu'ils peuvent avoir avec Al-Qaïda, Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique, le groupe EI et Al-Shabab. Toutefois, il est toujours possible d'agir pour contrer ces organisations et l'affaiblissement que subit Boko Haram depuis quelques mois, sous l'impulsion de la force mixte multinationale composée de soldats du Nigéria, du Tchad et du Cameroun, et avec l'appui des informations françaises en est une preuve forte et tangible, tant cette secte semblait organisée, armée et soutenue il y a encore un an.

L'un des premiers éléments qui permettrait d'améliorer la situation sécuritaire au Sahel, c'est une meilleure maîtrise des territoires occupés. Le Sahara représente près de 9 000 000 km² qui s'étend de la Mauritanie au Soudan et à la Somalie et de nombreux trafics, groupes armés et terroristes y prolifèrent dans une liberté de mouvement certaine. Il est primordial que les gouvernements africains concernés renforcent leur maîtrise militaire mais aussi socio-économique de ces territoires pour éviter qu'ils ne tombent aux mains des groupes armés. La question de l'occupation du nord du Mali fait d'ailleurs toujours débat. L'opération internationale Barkhane qui vise à éliminer un certain nombre de djihadistes dans le nord du Mali est en cours pour une durée indéterminée. Elle regroupe des soldats mauritaniens, maliens, burkinabés, tchadiens et nigériens, français et américains. (Il n'y a pas les Français et Américains ? Il faut le dire). Ces soldats cherchent à déstabiliser les groupes armés par, des combats directs et frontaux avec les djihadistes. Mais ils cherchent également à affaiblir leur capacité logistique en découvrant et en détruisant les caches d'armes, les planques de drogues et les véhicules qui servent aux djihadistes. Si l'opération a sans aucun doute eu des résultats (le gouvernement français revendique entre autres la découverte de plus de 200 tonnes d'armement²⁵), son efficacité est contestée. Certes, la qualité des renseignements fournis par l'armée française est indéniable, mais les groupes djihadistes circulent très facilement sur le vaste territoire sahélien et le démantèlement de petits groupes armés fait plus office de « coup de pied dans une fourmilière ».²⁶ Les capacités d'inter-

vention françaises sont de toute façon limitées par le retranchement de nombreux combattants dans le sud-est de la Libye et la question de prolonger l'opération Barkhane au-delà de la frontière malienne a été posée en 2014, par le ministre de la Défense français Jean Yves Le Drian²⁷. La montée en puissance du groupe EI en Libye est extrêmement préoccupante et il est à craindre que le retour de soldats vers leur pays d'origine alimente encore les réseaux islamistes au Sahel. La pertinence de l'intervention française au Sahel est d'autant plus questionnable qu'elle sonne comme paradoxale compte tenu de l'attitude française face aux prises d'otages. Ces prises d'otage sont la source de revenus majeure des islamistes et il semble inutile de vouloir les combattre au sol tout en les finançant par des rançons. Mais prendre la décision de ne plus payer de rançons aux preneurs d'otages pourrait passer comme un abandon des citoyens capturés et un signe de la faiblesse des gouvernements européens face aux preneurs d'otages, alors même que ces gouvernements prônent la plus grande fermeté sur leur territoire. Si l'intervention française venait à s'arrêter, le départ potentiel des soldats français pourrait remettre en question le calme relatif qui est revenu dans l'Azawad et attirer à nouveau les soldats d'Ansar Dine, Al-Mourabouline et AQMI ainsi que lancer un conflit avec les membres du MNLA. Il n'est pas certain que le MNLA reprenne les armes et tente de reconquérir Gao, Tombouctou et Kidal de sitôt, mais la qualification de l'organisation armée comme terroriste par le gouvernement malien et sa volonté de la réduire à néant n'augure pas une solution politique au conflit. La réduction de la violence dans la région ne se fera pas non plus sans l'appui d'une force panafricaine. Les réunions de l'an dernier entre les différents gouvernements, visant à mettre un terme aux agissements de Boko Haram se firent sans la participation du président nigérian Goodluck Jonathan, pourtant concerné au premier plan par la violence en son propre pays. Ce type de comportement empêche la communauté africaine d'intervenir partout où le terrorisme sévit et n'a pour conséquence que de maintenir des poches de groupes armés et dangereux.

Enfin, la communauté internationale doit très rapidement se pencher sur le chaos libyen. La Libye sert aujourd'hui de plaque tournante à de nombreux trafics incontrôlés. La branche libyenne du groupe EI continue son expansion et elle pourrait rapidement attirer de nombreux djihadistes africains et poursuivre leur endoctrinement.

Sur le plan financier, une plus grande vigilance doit être maintenue aux niveaux des transferts de fonds

internationaux. Les banques internationales doivent renforcer le contrôle des différents flux financiers vers des pays considérés comme à risque. Les dons anonymes, très difficiles à tracer, doivent dès maintenant faire l'objet d'une identification plus claire des bénéficiaires concernés par l'opération pour limiter le risque de financement aussi direct d'activités terroristes. En France, Tracfin, le service d'enquête financière français, a déjà, au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, amélioré ses contrôles en imposant aux banques plus de contrôle en matière de risque de blanchiment d'argent²⁸. Une généralisation européenne puis internationale serait évidemment bénéfique. Mais compte tenu de l'opacité des financements reçus par les organisations terroristes, identifier l'ensemble de ces financements et faire en sorte de les couper serait également un atout non négligeable dans la lutte contre le terrorisme, même s'il faut rappeler que le Boko Haram sait se montrer très dangereux et même avec peu de moyens. A ce compte, les Européens et les Américains devraient également revoir leur relation avec leurs alliés saoudiens et qataris dont les motivations réelles face au terrorisme sont floues. Une plus grande indépendance américaine au pétrole saoudien devrait permettre aux États-Unis de prendre une position plus ferme vis-à-vis de leur allié. La mise en place annoncée d'une coalition internationale contre le groupe État Islamique, en partenariat avec des États africains, semble aller dans ce sens, même s'il faut rester prudent quant à son activité réelle.²⁹

Enfin, l'une des clefs pour réduire sensiblement l'influence des organisations armées au Sahel, c'est la réduction de la pauvreté et des inégalités. Si les têtes pensantes des organisations islamistes sont originaires de milieux sociaux variés, les membres qu'elles recrutent sont en revanche eux, souvent issus de milieux extrêmement défavorisés, voire exclus socialement. Le Nigéria, riche de ses hydrocarbures et 122^e pays au PIB par habitant est l'un des pays les moins développés au monde en termes d'Indice du développement humain (IDH) (152^e selon le PNUD³⁰). Au nord du pays, dans l'un des États les plus pauvres, Boko Haram puise ses effectifs au sein de la misère nigériane. La promesse d'appartenir à un groupe social soudé qui soutient tous ses membres est un argument de poids pour une population abandonnée par ses dirigeants. Par ailleurs, les membres des organisations islamistes n'hésitent pas à agiter les inégalités entre les classes dirigeantes et le peuple au sein des frontières et entre le nord et le sud pour attiser la haine d'un ennemi tout désigné. La résolution des conflits passe indubitablement par un travail à long terme de réduction de la pauvreté, de désenclavement des ter-

ritoires lointains, et d'intégration des populations les plus démunies et les plus exclues au sein de la vie économique, sociale et politique des pays concernés. Les dirigeants politiques au niveau national et international ne doivent pas céder à la tentation des opérations militaires simple et des annonces d'un jour non suivies d'effets concrets et doivent faire preuve de courage pour adopter des décisions de long terme, potentiellement impopulaires, sans lesquelles les inégalités continueront à alimenter le sentiment d'injustice et les révoltes violentes de ceux qui sont abandonnés.

BIBLIOGRAPHIE

1) La définition révisée du terrorisme de 2011 par Alex P. Schmid dit : *Terrorism refers, on the one hand, to a doctrine about the presumed effectiveness of a special form or tactic of fear-generating, coercive political violence and, on the other hand, to a conspiratorial practice of calculated, demonstrative, direct violent action without legal or moral restraints, targeting mainly civilians and non-combatants, performed for its propagandistic and psychological effects on various audiences and conflict parties.*

2) «Terrorisme, l'arme des puissants» Noam Chomsky, 2001.

3) The Osama Bin Laden I know : an oral History of Al Qaeda's Leader, Peter Bergen, 2006

4) Lettre d'Oussama Ben Laden au peuple américain publiée par le Guardian le 24 novembre 2002

5) «Le Dessous des cartes: État Fragile dans le Sahel» Arte, 24 janvier 2013.

6) «Du GSPC à AQMI, Cinq années de salafisme armé entre Maghreb et Sahel» L'Annuaire Français des Relations Internationales : Afri 2011, Volume XII. Jérôme Spinoza.

7) AQMI au Sahel : Mokhtar Belmokhtar écarté de son commandement, RFI, 15 octobre 2010.

8) Portrait : Hamada Ould Mohamed El Khaïry : Des «conquêtes» de Dar Naïm à la direction du mouvement de «l'Unité et du Djihad», Saharamedia, 9 janvier 2012

9) Mali : Hamada Ould Mohamed Kheirou, le cerveau du Mujao, L. Touchard, B Ahmed, Ch. Ouazani, Jeune Afrique, 3 octobre 2012

10) Attentat-Suicide contre une gendarmerie à Tamanrasset, France24, 3 mars 2012

11) Belmokhtar's militants «merge» with Mali's Mujao, BBC, 22 août 2013.

12) «État Islamique vs Al-Qaïda», Le Monde Diplomatique, février 2015.

13) EIIL, le groupe terroriste le plus riche du monde, Margaux Guillols, Courrier International, 19 juin 2014

- 14) l'EI lance un avis de recherche contre Mokhtar Belmokhtar, RFI, 23 août 2015
- 15) « Enfants Soldats, le Mali sur la liste noire de l'ONU » RFI, 13 juin 2013.
- 16) « Le Sahel et l'Afrique du Nord en ébullition », Cécile Marin, Le Monde Diplomatique, avril 2012.
- 17) « L'état Islamique en Afrique de l'Ouest (Ex-Boko Haram) : La stratégie de diversion face à l'assaut de la coalition armée » Nkalwo Ngoula Joseph Léa, ThinkingAfrica, 15 août 2015
- 18) « Sahel, le trafic d'armes se porte bien, merci » Chawki Amari, SlateAfrique, 20 janvier 2012.
- 19) « Crise Malienne, d'où viennent les armes des djihadistes ? » Laurent Touchard, Jeune Afrique, 8 novembre 2012.
- 20) « Approvisionnement en armes, comment l'armée asphyxie Boko Haram » L'œil du Sahel, Africa Presse, 17 juillet 2014.
- 21) Paying Ransoms, Europe Bankrolls Qaeda Terror, Rukmini Callimachi, New York Times, 29 juillet 2014
- 22) How cigarette smuggling fuels Africa's Islamist violence, Jamie Doward, The Guardian, 27 janvier 2014
- 23) Carte issue du Norwegian Center for Global Analysis, 2015
- 24) La Suisse finance la rébellion touareg, Claude-Olivier Volluz, Le Temps, 22 août 2012
- 25) Note officielle du ministère de la Défense français sur l'Opération Barkhane, 30 novembre 2015
- 26) Terrorisme: l'Afrique peut-elle faire face? François Soudan, Jeune Afrique, 30 novembre 2015
- 27) Déclaration de Jean-Yves Le Drian du 9 septembre 2014: « l'opération Barkhane pourrait « monter vers la frontière libyenne »
- 28) Financement du terrorisme: les banques invitées à renforcer leurs contrôles, Anne Michel, Le Monde, 20 novembre 2015
- 29) Comment l'Arabie Saoudite envisage sa coalition contre l'État Islamique, Louis Imbert et Isabelle Mandraud, Le Monde, 16 décembre 2015
- 30) Statistiques officielles du PNUD. Disponible dans la section data du site internet du PNUD